

## LA FONCTION PUBLIQUE

### L'INDEXATION DES PENSIONS

**M. Barry Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. D'un bout à l'autre du Canada, les quelque 200,000 retraités de la Fonction publique, de la GRC et des Forces armées canadiennes s'inquiètent énormément au sujet de l'indexation de leurs pensions. A-t-on pris quelque décision sur cette importante question ou, sinon, quand sera-t-on fixé là-dessus?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, j'ai dit à maintes reprises à la Chambre que deux rapports avaient été publiés sur cette question, l'un commandé par les syndicats et l'autre par la direction. Les deux parties étudient actuellement les rapports qu'elles se sont échangés.

Fidèles à notre promesse électorale, nous entendons traiter ce problème de façon juste et équitable et maintenir le niveau des pensions des retraités. J'espère être en mesure, d'ici à quelques semaines, de faire connaître notre position dans ce domaine.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.

**M. Le Président:** La parole est au député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy).

\* \* \*

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

### L'IMPACT DES IMPORTATIONS DE VOITURES JAPONAISES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Le groupe de travail spécial sur l'industrie automobile mandaté par la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déposé hier son rapport, dans lequel il prévoit des réductions dramatiques des effectifs de l'industrie automobile, dépassant les 50,000 emplois d'ici à 1990, si l'on ne modifie pas en profondeur la politique commerciale.

Étant donné l'influence qu'exercent les industriels japonais sur notre politique automobile, le premier ministre a-t-il évoqué dans ses discussions avec le premier ministre du Japon l'impact considérable des importations de voitures japonaises au Canada sur notre propre industrie automobile? A-t-il proposé un nouvel accord ou suggéré des dispositions imposant aux Japonais de garantir la stabilité et la prospérité future de notre industrie automobile? Le premier ministre a-t-il abordé ces questions lors des entretiens?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Oui, monsieur le Président, j'ai eu des entretiens approfondis avec le premier ministre du Japon sur la question de l'industrie automobile. Je lui ai parlé de l'apport énorme de cette industrie au Canada en général et plus particulièrement dans le sud de l'Ontario et je lui ai dit combien notre gouvernement se félicitait d'attirer de nouveaux investissements dans ce domaine et combien les Ontariens et les Canadiens s'en réjouissent.

## Questions orales

Certes, nous admettons que tout n'est pas parfait. Je pense que dans l'ensemble tout le monde est d'accord pour admettre que si l'on veut faire diminuer le chômage, comme nous essayons de le faire, c'est non pas en entourant le Canada de remparts qu'on peut y parvenir, mais en créant de nouvelles richesses pour stimuler le commerce et réduire le chômage.

Notre devoir est de créer des emplois pour les Canadiens. C'est là notre objectif et nous l'atteindrons au moyen des accords de développement du commerce que nous cherchons à conclure.

### LA PROTECTION CONTRE LES PERTES D'EMPLOIS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, le rapport commandité par un ministre de son propre gouvernement précise que le maintien des pratiques actuelles entraînera la perte de 16,000 emplois dans cette industrie. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement s'engage formellement à faire souscrire les industriels japonais à l'Accord de l'automobile. Le premier ministre a-t-il expressément demandé au premier ministre du Japon de faire souscrire les industriels japonais à cet accord? Le gouvernement canadien a-t-il l'intention de maintenir les quotas actuels pour protéger l'industrie canadienne?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon collègue a raison. Implicitement, il dit que toute politique du gouvernement devrait tendre à créer des emplois. Tout à l'heure, nous parlions fort judicieusement de l'emploi à Montréal. On a annoncé hier que le taux de chômage y était descendu l'an dernier à son niveau le plus bas depuis 1981. C'est ce que nous essayons de faire dans tous les domaines, y compris dans l'automobile. J'ai eu le plaisir de rencontrer un groupe dirigé par Bob White et Pat Lavelle—qui envisageraient je crois d'autres responsabilités...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Nous avons eu un excellent entretien avec M. Lavelle et avec les présidents des firmes automobiles implantées au Canada qui ont effectué la démarche dont parle mon collègue. Ils savent que nous devons rechercher de nouveaux investissements car si l'emploi repart en flèche au Canada, nous voulons que cette reprise se fasse équitablement.

Le chômage au Manitoba est maintenant descendu à 7.2 p. 100...

**M. Orlikow:** Avec un gouvernement NPD.

**M. Mulroney:** ... le niveau de chômage le plus bas au Canada avec l'Ontario. Nous voulons veiller à ce que cette prospérité s'étende aussi à Terre-Neuve et à la Colombie-Britannique. Et je sais que le député se réjouira de nos efforts pour attirer de nouveaux investissements vers la Colombie-Britannique, vers l'ouest du Canada et vers les provinces maritimes...

**M. le Président:** Sauf votre respect, cette digression s'éternise.